

Stéphane de La Rosa

106 av de Saint-Mandé
75012 PARIS

stephane.delarosa@u-pec.fr

né le 19 mai 1978 – vie maritale, deux
enfants

Professeur de droit public, Chaire Jean Monnet

Université Paris-Est Créteil

CARRIÈRE ACADEMIQUE

- sept. 2017 - **Professeur à l'Université Paris-Est Créteil** (*Classe exceptionnelle*, promotion nationale en 2021), Faculté de droit.
- sept. 2013 – juin 2019 Professeur intervenant à Sciences-Po Paris, Ecole de droit : cours de droit économique européen (master I « Droit économique »)
- sept. 2010 – sept. 2007 Professeur de droit public à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (UVHC), Faculté de droit, économie et gestion
- janv. 2011 – juin 2016 Professeur associé à l'Université Catholique de Lille
- sept. 2007 - août 2010 Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)
- sept. 2005 - août 2007 Assistant d'Enseignement et de Recherche (ATER) à l'IEP d'Aix-en-Provence
- sept. 2004- mai 2005 Stagiaire à la Commission européenne (DG Emploi et affaires sociales)
- sept 2002 – août 2005 Allocataire moniteur normalien, Université Aix-Marseille III

CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2010 Agrégation des Facultés de droit (droit public)
- 2007 Qualification aux fonctions de maître de conférences (droit public)
- dec. 2006 Doctorat en droit public, Université Aix-Marseille III
Sujet : « *La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire* », thèse réalisée en cotutelle avec l'Université Aix-Marseille III et l'IUE de Florence (codirection R. Mehdi et M.-A. Moreau), prix de thèse P-H. Teitgen et prix de thèse Université Aix-Marseille.
- 2002 DEA de droit communautaire, Université Aix-Marseille III, mention bien.
- 2001 Agrégation du secondaire en économie et gestion, option A gestion administrative
- 2000 Maîtrise de droit européen, Université de Rennes I, mention bien.
- 1999 Licence de droit, Université de Rennes I.
- 1998-2001 Lauréat du concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, élève du département droit, économie et gestion (D1).
- 1998 DEUG de droit, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, mention bien.

1996-1998 Elève en classe préparatoire à l'ENS Cachan, Lycée Turgot (Paris)

Langues Anglais : rédaction d'articles, capacité d'intervenir et à faire cours dans la langue ; espagnol : niveau maîtrise ; italien : bonnes notions

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

oct. 2018 - Directeur du laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés » (MIL EA 7382), laboratoire de recherche regroupant les enseignants-chercheurs et les doctorants en droit à l'UPEC.

sept. 2018 - Coresponsable du master « Droit européen » (avec L. Clément Wilz et A de Nanteuil) à l'UPEC

sept. 2017 - Coresponsable du master « Droit public des affaires » (avec P. de Montalivet et S. Gilbert) à l'UPEC

sept 2015 - sept. 2017 Vice doyen de la Faculté de droit de Valenciennes, en charge de la politique scientifique et des relations internationales

sept 2014 - sept. 2017 Responsable du master II Droit public des affaires, parcours « contrats publics » à l'UVHC

juin 2011-sept 2015 Responsable du Master I « Droit public- Droit privé » à l'UVHC

juin 2011- nov. 2015 Directeur du laboratoire « Institut du Développement et de la Prospective » (IDP EA 1384), composante de recherche en droit, éco et gestion de l'UVHC.

ENSEIGNEMENTS (DEPUIS 2010)

Etablissement	Titre des cours	Niveau d'étude	Volume horaire	Années d'enseignements
Université Paris Est Créteil	Droit général de l'Union européenne	L2	33h	depuis 2017
	Droit des contrats publics	M1	33h	depuis 2018
	European economic regulation law (M2 droit européen)	M2	25h	depuis 2017
	Droit de l'Union Economique et Monétaire (UEM) (M2 dt. eur.)	M2	25h	depuis 2017
	Pratique du droit européen des affaires (M2 droit public des affaires)	M2	20h	depuis 2017
	Droit européen des contrats publics (M2 droit public des affaires)	M2	20h	depuis 2017
	Enjeux contemporains du droit économique européen	M2	25h	depuis 2022
	Droit public de la concurrence (M2 droit européen)	M2	25h	2017-2019
Paris 2	Constitutional issues of EU system of fundamental rights, (DU EU Law Jean Monnet)	L3	30h	2017-2018
	Régulation européenne des transports (M2 droit européen des marchés et de la régulation)	M2	12h	depuis 2019

Institut d'études politique de Paris	Droit économique européen (master économique)	M1	24h	2013-2019
Université catholique de Lille	Politiques de l'Union européenne (master droit public et master droit européen)	M1	66h	2011-2016
Université de Valenciennes	Issues of EU competition law (M2 droit des affaires)	M2	25h	2014-2017
	EU public business law (M1 droit public privé)	M1	30h	2014-2017
	Droit social européen (M2 droit des affaires)	M2	20h	2013-2017
	Contentieux communautaire et européen (M1 droit public privé)	M1	30h	2010-2017
	Droit général de l'Union européenne	L3	33h	2010-2017
	Droit administratif général	L2	33h	2016-2017
	Régime des contractuels de la fonction publique (M2 droit des contrats publics)	M2	15h	2011-2016
	Droit public économique (M1 droit public droit privé)	M1	33h	2010-2014
	Droit de la CEDH (M1 droit public droit privé)	M1	30h	2011-2013
	Droit européen des contrats publics (M2 droit des contrats publics)	M2	33h	2010-2012

PUBLICATIONS

I – MONOGRAPHIES INDIVIDUELLES

Droit européen de la commande publique, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2021, 596 p., 9782802766995, **2nd ed.**

Droit européen de la commande publique, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série « Manuels », 2017, 468 p. ISBN 978-2-8027-5515-9, **1^{ère} ed.**

La méthode ouverte de coordination dans le système juridique communautaire, Bruylant, coll. Travaux du CERIC, 2007, 692 p (publication de la thèse de doctorat, prix de thèse Pierre-Henri Teitgen).

II – DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS

(collab. P. Valcarcel), ***Principles of public contracts in Europe. Proposal of stocktaking***, Bruylant, coll. Administrative law (dir. JB Auby), Bruylant, avril 2022, 700 p (recherche internationale)

(collab. Didier Lhomme, Anamarija Musa), ***Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia***, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, 484 p., août 2016.

(collab. F. Martucci, E. Dubout) (dir.), ***L'Union européenne et le fédéralisme économique***, Bruylant, actes du colloque CEDECE 2013, juin 2015, coll. droit de l'Union, série « Grands colloques », 472 p.

S. de La Rosa (dir.) *Les concessions et le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession*, ed. Société Législation Comparée, coll TEE, n° 10, 2014, 220 p.

(collab. F. Peraldi Leneuf) (dir.), *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, Pedone, coll. IREDIES, cahiers européens n° 5, 2013, 246 p.

III – ARTICLES PUBLIES DANS DES REVUES

- 1) « L'application du remède aux vices du contrat : la perspective du juge européen », *Revue des Contrats*, Dossier spécial "Les remèdes aux vices de la formation du contrat", 2022/2, juillet 2022.
- 2) « Les plans pour la reprise et la résilience: instrument d'approfondissement de la coordination des politiques économiques nationales », *Rev. Aff. Européennes*, 2021/4, pp. 761-775.
- 3) « La libéralisation du transport par car: un bilan en demi-teinte », *Concurrences*, Dossier n° 2-2022, mai 2022, accessible en ligne.
- 4) « Les instruments de la souveraineté sanitaire de l'Union européenne », *Rev. Affaires Européennes*, 2021/2, pp. 289-297.
- 5) « La centralité de la redevance dans l'effectivité de l'ouverture à la concurrence ferroviaire », *Energie - Environnement - Infrastructures*, mai 2021, n° 5, p. 20
- 6) « Le comité d'examen de la réglementation au sein de la Commission européenne. Un exemple généralisable d'entité dédiée au contrôle de la qualité du droit ? », *JCP G*, 18 janvier 2021, dossier spécial "Changer de culture normative" en partenariat avec le Conseil national d'évaluation des normes, pp. 68-76.
- 7) (collab. A. Laget-Annamayer), « L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus », *JCP Administration et collectivités territoriales*, décembre 2020, n° 50, pp. 2-10.
- 8) « L'encadrement européen de la commande publique face aux défis de la crise sanitaire », *Rev. Aff. Européennes*, 2020/2, nov. 2020, pp. 120-142.
- 9) "Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ? A propos de l'article 172 de la loi d'orientation des mobilités", *JCP Administrations et collectivités*, 2020, étude n° 2062
- 10) « La "sanction budgétaire" risque-t-elle de faillir ? A propos du règlement portant protection du budget européen en cas de défaillance de l'état de droit », *Rev Aff. Eur.* 2019/1, pp. 67-74
- 11) (collab. C. Frackowiak), « La genèse du Code de la commande publique », *AJ Contrat d'affaires*, avril 2019
- 12) « Les enjeux du contrôle juridictionnel des prix réglementés de l'énergie. A propos des affaires 'Anode' devant le Conseil d'Etat », *Ius Publicum*, 2-2018 (www.ius-publicum.com)
- 13) « La future réforme ferroviaire ou ce qu'ouvrir à la concurrence veut dire », *Recueil Dalloz* 2018, 2018.625, mars 2018

- 14) « L'accès au réseau » (dossier spécial sur la réforme ferroviaire), *RFDA* 2018, n° 5, p. 874
- 15) « The OMC processes in the health care field: what does coordination really mean? », *European Papers*, vol. 3, 2018, pp. 215-234.
- 16) « Le programme santé de la Commission : véritable politique européenne de santé ou simple appui aux politiques nationales ? », *Rev. Aff. Eur.* 2017/4, pp. 597-606
- 17) « La transformation des professions réglementées », coordination d'un dossier pour la *Rev. Aff. Eur.*, 2017/3, et « L'Union européenne et les professions réglementées : continuité ou nouvelle approche », 2017/3, pp. 409-422.
- 18) « Les prix réglementés et les marchés de l'énergie. Sursis, disparition, adaptation ? », *RFDA* 2017, n° 6, pp. 1099-1115
- 19) « L'approfondissement de la gouvernance économique de l'Union et le sens de l'intégration », *Rev. Trim. Droit Européen*, 2016, n° 3, juillet-septembre 2016, pp. 513-536.
- 20) « La place de la négociation dans la conclusion des marchés publics », *AJ Contrats d'affaires*, juillet 2016, n° 16, pp. 309-356.
- 21) « Les exclusions », *RFDA* 2016, n° 2, pp. 227-237 (dossier spécial coordonné par le Pr. Delvolvé sur les ordonnances marchés et concessions).
- 22) « L'élaboration des positions nationales dans le cadre du semestre européen », *Rev. française d'administration publique*, 2016/2, pp. 531-543.
- 23) « La jurisprudence *Viking-Laval* et le nouveau cadre du détachement », in dossier coordonné par C. Rapoport, « Le nouveau cadre du détachement après la directive 2014/67 », *Revue de l'Union Européenne*, mars 2016, pp. 151-156.
- 24) « La qualification de l'Union européenne par elle-même. Retour sur les qualifications jurisprudentielles de l'intégration européenne », *Annuaire de Droit européen* 2014, pp. 89-106.
- 25) « Enjeux et négociation de la directive sur l'attribution de contrats de concession », *JCP A*, mai 2014, 2136 (direction d'un dossier au *JCP A*)
- 26) « Vers un approfondissement de l'encadrement européen des concessions de service. A propos de la directive sur l'attribution des contrats de concession », *Les Petites Affiches*, mars 2014, n° 55.
- 27) (collab. C. Rapoport), « La bataille du Rail a commencé. Premières décisions de la Cour de justice sur la mise en œuvre des directives ferroviaires », *Europe*, juillet 2013, pp. 6-11.
- 28) "The Directive on cross-border healthcare or the art of codifying complex case law", *Common Market Law Review*, 2012, vol. 49, n° 1, pp. 15-46.
- 29) « Quels droits pour les patients en mobilité ? A propos de la Directive sur les droits des patients en matière de soins transfrontaliers », *Revue française des affaires sociales*, 2012, n° 1, pp. 108-129.
- 30) « L'accès des patients aux soins transfrontaliers ou la dualité d'un régime de mobilité », *Rev. Aff. Eur.*, 2011, n° 3, pp. 519-530.

- 31) (collab. E. Mazuyer), « La régulation sociale européenne et l'autorégulation: le défi de la cohérence dans le recours à la 'soft law' », *Cahiers de droit européen*, 2010, vol. 45, pp. 295-333.
- 32) « L'article 6§1 de la Convention européenne, le Conseil constitutionnel et la question préjudicielle de constitutionnalité », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, pp. 817-836.
- 33) « La contribución del Método Abierto de Coordinación a la política social de la Unión Europea », *Revista Europea de Derechos Fundamentales*, 2009, n° 13.
- 34) « La mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité confrontée aux exigences de la Communauté de droit. Réflexions sur l'arrêt *Kadi* », *Rev. Aff. Eur.* 2/2007, pp. 317-339.
- 35) « La citoyenneté européenne à la mesure des intérêts nationaux. A propos de l'arrêt *Förster* » (aff. C-158/07 du 18 novembre 2008), *Cahiers de Droit Européen*, n° 2, pp. 549-567.
- 36) « Le traité modificatif et la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres. Clarification ou régression ? », *Annuaire de Droit européen* 2007, pp. 101-122.
- 37) « Stratégie européenne pour l'emploi : les nouvelles orientations », *Droit Social*, 2005, n° 12, pp. 1210 à 1218.
- 38) « The Open Method of Coordination in the New Members States : the Perspectives for its Uses as a Tool of Soft Law », *European Law Journal*, 2005, vol. 11, n° 5, pp. 618 à 640.
- 39) « Le différend *Communautés européennes – Condition d'octroi des préférences généralisées – Une validation inattendue des différenciations dans l'attribution des préférences généralisées ?* », *L'Observateur des Nations Unies*, n° 16, printemps – été 2004, pp. 95 à 109.
- 40) « A propos de la décision du groupe spécial de l'OMC *Communautés européennes – Condition d'octroi des préférences généralisées : vers une remise en cause du SPG communautaire à la carte ?* », *L'Observateur des Nations Unies*, n° 15, automne-hiver 2003, pp. 3 à 23.

IV – CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

- 1) « L'encadrement européen des contrats de la commande publique : *pro cessus gloria est* », in (dir.) S. Adalid, F. Michea, *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses Univ. Rennes, 2022, pp. 175-191.
- 2) « Principles applying to procurement contracts entered into by EU institutions », in S. de La Rosa et al., *Principles of public contract in Europe*, Bruylant, 2022, pp. 153-169.
- 3) "La 'souveraineté européenne' : du discours au concept ?", in B. Nabli (dir.), *L'Etat intégré, un nouveau type d'Etat européen. Le cas de la France*, Bruylant, coll. Colloques, 2022, pp. 46-66.
- 4) "Parachever l'Europe Sociale ? Ombres et lumières de la proposition de directive relative au salaire minimum ans l'Union européenne", in *Le droit social en dialogue - Mélanges en l'honneur de Marie-Ange Moreau*, Bruylant, 2022, pp. 131-145.
- 5) "The Covid-19 crisis: the EU Public Procurement Legal Framework at a crossroads", in (dir.) D. Utrilla, A. Shabbir, *EU law in Times of Pandemic. The EU's Legal Response to Covid-19*, EU Law Live Press, Madrid, 2021, pp. 335-346.
- 6) "Article 40. Transposition", in A. Iliopoulou, *Directive 2004/38 relative aux droits des citoyens. Commentaire article par article*, 2020, Larcier.

- 7) "The on-going process of liberalization of the railway sector in France. An European Perspective", in M. Finger, J. Montero (dir.), **Handbook on Railway Regulation**, Edward Elgar Publishing, 2020.
- 8) « Les attentes légitimes dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union », in S. Robert Cuende, **La protection des attentes légitimes en droit international, européen et droit public interne**, Presses Universitaires de Rennes, 2020, pp. 107-119.
- 9) (collab. D. Houtcieff et D. Mazeaud), « Cause du contrat ou contrepartie convenue », in V. Bouhier, D. Houtcieff (dir.) **Contrats de droit privé et contrats de droit administratif. Droit comparé interne**, LGDJ, 2019, pp. 61-81.
- 10) « La laïcité dans la jurisprudence de la CEDH », in B. Nabli (dir.), **La laïcité en questions**, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2019, pp. 161-175.
- 11) "L'application par les groupements européens de coopération territoriale du droit de la commande publique", in R. Colavitti (dir.), **Les organismes européens de coopération territoriale**, Bruylant, Bruxelles, 2018, pp. 115-128.
- 12) « La politique sociale » in L. Clément Wilz (dir.), **Le rôle politique de la CJUE**, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2018, pp. 335-345.
- 13) « Les principes fondamentaux de la commande publique devant la Cour de justice : le développement d'un contentieux de seconde génération ? », in (dir.) E. Muller, **La commande publique, levier de l'action publique**, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2018, pp. 160-175.
- 14) « Le semestre européen et l'évolution des instruments de coordination et de rapprochement » in (dir.) J-B. Auby, P. Idoux, **Le gouvernement économique européen**, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 375-388.
- 15) Le mieux légiférer et la limitation du recours aux actes législatifs de l'Union, in N. Rubio, **La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du "Mieux légiférer"**, coll. Confluences des droits [en ligne], UMR DICE, Aix-en-Provence, 2017, pp. 95-112
- 16) La lutte contre la fraude et le droit européen de la commande publique, in F. Martucci, F. Picod (dir.), **La fraude et le droit de l'Union européenne**, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2017, pp. 213-232.
- 17) "Local autonomy and European public procurement law", in de La Rosa, Lhomme, Musa (dir.), **Good local governance. Application of European standards for local public services in France and Croatia**, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2016, pp. 60-72.
- 18) « L'adossement de l'Union bancaire au système juridique de l'Union » in F. Martucci (dir.), **L'Union bancaire**, Bruylant, coll. Droit de l'Union, série grands colloques, 2016, pp. 77 à 98.
- 19) « La spécificité du marché ferroviaire en droit de l'Union », **Mélanges en l'honneur du Pr. Claude Blumann**, Bruylant, 2015, pp. 328-336.
- 20) (collab. C. Rapoport), « Les enjeux du quatrième paquet ferroviaire ou la définition d'un espace ferroviaire européen », in C. Rapoport (dir.), **L'espace ferroviaire unique européen**, Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2015, pp. 5-30.
- 21) « Ce que coordonner veut dire. A propos des méthodes de coordination des politiques nationales de santé en droit de l'Union », in E. Brosset (dir.), **Droit européen et protection de la santé. Bilan et perspectives**, Bruylant, coll. Travaux de droit international et européen, 2015, pp. 83-98.

- 22) « L'évaluation des réformes économiques et sociales par la Commission », in D. Dero, A. Annamayer (dir.), *L'évaluation en droit public*, LGDJ, coll. Centre Michel Hospital, Presses Universitaires de Clermont Ferrand, 2015, pp. 89-108.
- 23) « Le droit de l'Union saisi par l'objectif de croissance », in S. de La Rosa et al. (dir.), *L'Union européenne et le fédéralisme économique*, 2015, Bruylant, coll. Droit de l'UE, pp. 381-408.
- 24) « Les contrats de concession à l'épreuve du droit de l'Union ou le renouvellement d'une figure de la commande publique », in S. de La Rosa (dir.), *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23*, SLC, coll. TEE, 2014, pp. 9-37.
- 25) « L'Union européenne en quête d'une meilleure législation. A propos du programme 'Mieux légiférer' », in (dir.) F. Péraldi, S. de La Rosa, *L'Union européenne et l'idéal de la meilleure législation*, 2013, pp. 49-68.
- 26) « La part du droit européen dans la reconnaissance des droits des détenus. Retour sur une influence à plusieurs visages », in S. Boussard (dir.), *Les droits de la personne détenue. Après la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2013, pp. 263-289.
- 27) « L'écriture des libertés de circulations », in E. Dubout, A. Maitrot de la Motte (dir.), *L'unité des Libertés de circulation*, Bruylant, coll. Droit de l'UE, 2013, pp. 9-40.
- 28) « La transversalité de la solidarité dans les politiques matérielles de l'Union européenne », in C. Boutayeb (dir.), *La solidarité en droit européen*, Dalloz, coll. Thèmes et Commentaires, 2012, pp. 165-190.
- 29) « Normes sociales internationales et européennes : des interactions en quête de modèle », in E. Dubout, S. Touzé (dir.), *Les interactions entre normes européennes et internationales*, Pedone, coll. Droit européen, 2012, pp. 263-289.
- 30) « Le processus décisionnel à l'épreuve du recours à la méthode ouverte de coordination », in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2011, pp. 127-156.
- 31) « L'encadrement communautaire et international de la responsabilité sociale de l'entreprise », in E. Mazuyer (dir.), *Regards croisés sur le phénomène de la responsabilité sociale de l'entreprise*, La Documentation française, coll. Monde européen et international, 2010, pp. 123-146.
- 32) « La doctrine espagnole sur la CEDH ou la formation d'un discours savant à la lueur de la jurisprudence constitutionnelle nationale », *Annuaire de Droit européen 2008*, pp. 1049-1064 (dans le cadre d'un groupe de recherche GIP sur la formation du discours savant sur la CEDH, piloté par S. Hennette Vauchez).
- 33) « La méthode ouverte de coordination comme voie d'échange entre les droits? », in D. Fasquelle, S. Robin-Olivier (dir.), *Les échanges entre les droits, l'expérience communautaire. Une lecture des phénomènes de régionalisation et de mondialisation du droit*, Bruxelles, Bruylant, 2009, pp. 59-84.
- 34) « La cohérence du système juridique communautaire confronté à la méthode ouverte de coordination », in V. Michel (dir.), *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face l'impératif de cohérence*, 2009, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 147-168.

- 35) (collab. D. Nazet-Allouche) « Les mutations du dialogue social européen », in R. Mehdi, L. Boisson de Chazournes (dir.), **Une société internationale en mutation : quels acteurs pour une nouvelle gouvernance ?**, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 327 à 346.
- 36) « Aperçu des réponses normatives du droit communautaire au changement de l'entreprise - la place croissante des outils de soft law » in *Le changement de l'entreprise au miroir des sciences sociales*, dossier spécial de la revue *Entreprises et histoire*, n° 34, 2004, pp. 45 à 57.

V – VULGARISATION, ENCYCLOPÉDIES

- « Les libertés collectives », in S. Guinchard (dir.), **Grand oral : protection des libertés et droits fondamentaux**, Dalloz, coll. Préparation CRFPA, pp. 453-536 (réactualisation en 2015, 2017, 2018 et 2019).
- Fascicule de JurisClasseur « **Politique de cohésion économique, sociale et territoriale – Cadre juridique et organisation générale** », *JurisClasseur Europe Traité*, 2012-5 (création de jurisclasseur).
- Plusieurs billets réalisés pour le site du « Club des juristes » : « La crise du Covid-19 et la transformation de la commande publique. Une perspective européenne » (avril 2020), "La France peut-elle taxer les camions étrangers qui traversent son territoire" (sept. 2018), "La loi pour un nouveau pacte ferroviaire ou la nouvelle vie du rail" (juin 2018), "Les conclusions de l'AG Szpunar dans l'affaire Uber Spain" (mai 2017), "La clause 'molière' et le droit européen" (mars 2017).
- Plusieurs billets réalisés pour le « Blog de droit européen » : « La part du droit de l'Union dans la réforme ferroviaire » (mars 2018), « Difficultés et enjeux de l'Europe sociale » (mars 2017).

VI – NOTES ET CHRONIQUES

Chroniques de jurisprudence

- Chronique sur les « Contrats publics », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2018, 2019.
- Chronique sur la « Politique de cohésion économique, sociale et territoriale », *Annuaire de Droit de l'Union Européenne 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017* (étude de l'actualité législative et jurisprudentielle, sur 20 p., chaque année)
 - *Notes (commentaires) de jurisprudence*
- « L'influence grandissante des principes fondamentaux de la commande publique. A propos de l'arrêt Borta » (CJUE, 5 avril 2017, aff. C-298/15), *RAE*, 2017/2, pp. 343-351.
- « "De la difficulté à concilier les impératifs concurrentiels et la satisfaction des exigences d'intérêt général sur les marchés régulés. A propos de l'intervention étatique sous forme de prix réglementés sur le marché du gaz », commentaire de CJUE, 7 septembre 2016, *ANODE*, aff. C-121/15, *RAE* 2016/3, pp. 529-537.
- « Les principes sociaux de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sont-ils décoratifs ? A propos de l'arrêt Association de Médiation Sociale » (CJUE, gr. ch., 15 janvier 2014, C-176/12), *Recueil Dalloz* 2014, n° 11, p. 705.
- « Le dialogue entre le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme ou l'influence discrète du droit européen dans l'inconstitutionnalité de la garde à vue de droit commun » (Cons. constit., décision 2010-14/22 QPC, 30 juillet 2010, M. Daniel W et a.), *Constitutions*, 2011, n° 1

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

I – ACTIVITES DANS DES UNIVERSITES ETRANGERES, RESEAUX SCIENTIFIQUES

- Depuis juin 2019, **responsable de la branche française de la FIDE** (Fédération internationale du droit européen), coordination de la participation française aux congrès internationaux de la FIDE (La Haye, 2020 ; Sofia, 2023)
- Coordination du rapport français pour le congrès international de la FIDE (mai 2018), *Impôts, aides d'Etat et distorsions de concurrence* (avec F. Martucci), coordination du rapport pour la FIDE de 2022.
- De 2013 à 2016, Professeur invité à la Faculté de droit de Zagreb :
 - Avril 2016 : General lecture on « EU economic governance at a crossroad »
 - Avril 2014 : General lecture on « The reception of EU primacy in the administrative case-law » & seminar on « A new framework for EU law procurement »
 - Juillet 2013 : General lecture on « The many faces of the principle of primacy and the competence of national judges »
- Université de Maastricht (nov. 2016), intervention au colloque annuel "Ius Comune Conference", "Taking stock of the Open Method of Coordination" (with B. de Witte)
- ULB (juin 2013), séminaire de l'Institut d'Etude Européenne, « Are new modes of governance over ? A retrospective appraisal of the White Paper on EU governance »

II – PILOTAGE DE PROJETS COLLECTIFS DE RECHERCHE, PARTICIPATION A DES PROJETS

- Depuis 2020 : **Titulaire d'une Chaire Jean Monnet** à l'UPEC « Instruments juridiques de la souveraineté économique européenne »
- 2017 – 2022 Direction d'un projet de recherche internationale intitulé « Principes communs des contrats publics en Europe », dans le cadre du réseau « Contrats publics et globalisation » créé par le Pr. J-B. Auby.
- 2013-2016 : **Titulaire d'une Chaire Jean Monnet** à l'Université de Valenciennes.
- 2011 -2014 : Participation au projet CORUS, financé par la région Nord Pas de Calais, sur la reconnaissance et la place de l'économie sociale et des services sociaux dans le droit de l'Union européenne.

III - JURYS, COMITES, EVALUATION, SOCIETES SAVANTES

- Janv. 2021 : Audition par l'Assemblée nationale dans le cadre de la Mission d'information de la conférence des Présidents « Souveraineté numérique nationale et européenne ».
- Dec. 2019 : Audition par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) par la Section des activités économiques, dans le cadre d'un avis portant sur "L'impact des infrastructures de réseaux dans l'économie".
- Participation et présidence de nombreux comités de sélection (COS) pour le recrutement de professeurs et de maîtres de conférences.
- Membre du jury de l'examen d'entrée au CRFPA (épreuve de grand oral, UPEC)
- Expertise AERES pour l'évaluation de laboratoires recherches (Grenoble, dec. 2014) et présidence de comités

ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE

I - DIRECTION DE THESES

- *Thèses soutenues*

- M. Hicham Rassafi-Guibal, « La notion de preuve économique. Recherche sur les interactions entre droit et économie en droits administratifs internes et européens », soutenue en juin 2016 à l'Université de Valenciennes. Très honorable et félicitations du jury.
Jury: Pr. P. Idoux, D. Ritleng, F. Martucci, J. Sirinelli. Devenir du doctorant : qualifié CNU 02, avocat.
- M. Thomas Destailleurs, « L'obligation de service public en droit de l'Union », soutenue en décembre 2018 à l'Université de Valenciennes. Nouveau régime de doctorat (sans mention).
Jury : G. Eckert, L. Grard, M. Karpenschif, F. Peraldi Leuneuf. Devenir du doctorant : qualifié CNU 02, chargé de mission au ministère de l'économie et des finances, en charge des dossiers liés à la directive « service ».
- Mme Ana- Maria Oprea, « L'ouverture à la concurrence du transport interne de voyageurs. Etude à partir des applications en droit de l'Union et dans les droits nationaux », inscription en 2016 et soutenue en décembre 2020 à l'UPEC. Thèse sous régime CIFRE avec l'entreprise Transdev.
Jury : Pr. L. Grard, A. Laget-Annamayer, Mme D. Gency-Tandonnet, N. Carpentier Daubresse (directeur juridique de l'Autorité de régulation des transports), Cl. Steinmetz (tuteur et directeur ferroviaire groupe Transdev). Devenir de la doctorante : juriste council au sein du groupe Transdev
- M. Frédéric Allemand, « Le régime juridique de la dette publique en droit de l'Union européenne », inscription en 2016, soutenue en décembre 2020 à l'Université Polytechnique Hauts de France (ex Univ. Valenciennes). Jury : Pr. H. Hoffman, J.V. Louis, F. Martucci, V. Michel, B. de Witte. Qualifié CNU 02, enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg

- *Thèses en cours*

- Stanley Pietrzak, La négociation dans les contrats publics. Etude de droit administratif européen (depuis sept 2019, contrat doctoral UPEC).
- Ludovic Cenci, "L'encadrement par le droit de la concurrence des conglomérats du numérique" (depuis 2019, UPEC).
- Charlotte Riccioni, « La notion de service public essentiel. Recherche à partir du droit interne et du droit européen » (depuis sept. 2021, UPEC).